

Malgré les multiples initiatives françaises de ces derniers jours Rwanda : la France ne mobilise pas le monde

Le Front patriotique rwandais (FPR) a « libéré » hier 600 personnes déplacées d'un centre de réfugiés de Kigali, lors d'un raid nocturne qui a fait plusieurs dizaines de victimes.

De 150 à 200 blessés ont été admis à l'hôpital du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) situé dans le quartier du centre de réfugiés, l'église de la Sainte-Famille. Un membre du FPR a estimé que l'opération pourrait avoir fait une quarantaine de morts et autant de blessés. Aucun bilan n'a été confirmé par la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR).

Par ailleurs, un observateur militaire de la MINUAR, de nationalité uruguayenne, a été tué et un de ses collègues blessé dans le nord-ouest du pays. L'officier uruguayen est le 13^e Casque bleu tué au Rwanda depuis la reprise de la guerre civile le 6 avril.

Après l'opération du FPR à l'église de la Sainte-Famille, des miliciens hutus ont fait irruption dans l'hôtel des Mille Collines où sont réfugiés environ 400 personnes déplacées. Des coups de feu ont été tirés mais apparemment personne n'a été blessé ou tué, a indiqué le général Roméo Dallaire, commandant de la MINUAR.

Le FPR, mouvement de rébellion de la minorité tutsie, avait décidé de lancer son opération au centre Saint-Paul de l'église de la Sainte-Famille après l'enlèvement d'une soixantaine d'adolescents qui ont très certainement été tous tués par des miliciens hutus.

Une trentaine de soldats rebelles sont arrivés de Gisozi, quartier du nord-ouest de Kigali qu'ils contrôlent. Ils ont traversé les lignes ennemies et sont arrivés à l'église où sont réfugiés environ 3 000 personnes. Ils ont eux-mêmes admis avoir tué un gendarme à l'arme blanche pour entrer dans le camp. Là, ils ont demandé qui voulait les suivre et ont réussi à évacuer 600 personnes vers le nord puis vers l'est de la ville, également sous leur contrôle.

L'ONU a déjà évacué environ 2 500 personnes déplacées, otages des combats de part et d'autre des lignes ennemies à Kigali. Mais ses opérations ont été plusieurs fois suspendues et ont échoué, notamment mardi à l'église de la Sainte-Famille. Les miliciens avaient séquestré et menacé des observateurs militaires de la MINUAR qui avaient dû être secourus par des militaires rwandais. Plus tard dans la journée, les adolescents, vraisemblablement tutsis, étaient enlevés.

Hier en fin d'après-midi, l'ONU préparait une nouvelle opération d'évacuation qui devait avoir lieu à l'hôtel des Mille Collines, en secteur gouvernemental, et à l'hôpital Roi Fayçal, en secteur rebelle.

La France a tenté hier de rallier ses partenaires occidentaux et africains à l'intervention militaire proposée par le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, pour mettre fin aux massacres interethniques au Rwanda. Mais l'initiative française soulève peu d'enthousiasme.

La France s'est efforcée hier de convaincre ses partenaires occidentaux, jusqu'à présent assez réticents, de participer à une intervention militaire au Rwanda, à laquelle Paris souhaiterait également que prennent part les pays africains. Au lendemain du projet d'intervention formulé par le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, les obstacles auxquels se heurte cette initiative demeurent néanmoins importants. Pour tenter de rallier ses partenaires, principalement les membres du Conseil de sécurité, à cette cause, Paris ins-

siste sur l'aspect strictement humanitaire d'une opération prévue pour une durée limitée et devant se faire sous l'autorité des Nations unies, avant l'arrivée des premiers renforts de Casques bleus vers la fin du mois de juillet. Edouard Balladur l'a encore confirmé hier au Premier ministre mauricien. Un des obstacles, et non des moindres, de cette initiative « un peu complexe et peut-être dangereuse », selon Alain Juppé, réside notamment dans l'hostilité du Front patriotique rwandais (FPR) à ce que la France intervienne, d'une façon ou d'une autre, dans le règlement de la tragédie rwandaise.

Afin de parer au plus pressé, Paris a, d'autre part, annoncé l'ouverture d'un couloir humanitaire, entre l'Ouganda et Kigali, où devait arriver, peut-être prochainement, un premier convoi chargé de 30 tonnes de

produits de première nécessité destinés aux populations hutus et tutsis.

Devant la poursuite des combats qui faisaient rage hier dans la capitale rwandaise, le porte-parole du Quai d'Orsay, Richard Duqué, a indiqué hier matin : « Nous avons repéré un certain nombre de zones particulièrement menacées qui justifient une intervention rapide », laquelle, a-t-il dit, devrait avoir lieu dans les « tout prochains jours ». Jeudi soir, M. Juppé avait affirmé que plusieurs pays africains étaient d'accord pour participer avec la France à une opération militaire, sans toutefois citer les noms de ces pays. Avec le Ghana, le Zimbabwe et le Nigeria, le Sénégal — où Alain Juppé effectue aujourd'hui une courte visite — a déjà proposé de fournir huit cent quarante hommes à la MINUAR, la force des Nations unies qui doit com-

prendre cinq mille cinq cents hommes.

Pour sa part, l'Union de l'Europe occidentale (UEO), le « bras armé » des Douze, s'est réuni hier après-midi à Bruxelles afin d'étudier les propositions françaises. D'emblée, il apparaissait toutefois douteux que l'UEO (qui comprend les Douze moins l'Irlande et le Danemark) fasse davantage que coordonner la participation de certains pays membres, si celle-ci se confirmait. L'Espagne et l'Italie seraient notamment disposés à apporter leur concours à cette opération qui aurait lieu sous commandement français, après un feu vert de l'ONU. Londres, il est vrai, avait d'emblée accueilli jeudi la proposition française sans enthousiasme, alors que la France insiste sur la présence sur le terrain d'au moins un pays européen à son côté.

En revanche, la proposition française a reçu un accueil plutôt favorable du secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui n'a cessé de dénoncer ces dernières semaines le « scandale » de la « réponse tardive » de la communauté internationale. L'appui de M. Boutros-Ghali risque néanmoins de s'avérer insuffisant pour convaincre les autres membres du Conseil de sécurité, notamment les Etats-Unis échaudés par leur expérience en Somalie, et qui, s'ils n'ont pas cherché à bloquer l'initiative de Paris, n'ont pas pour autant fait preuve à son égard d'une « sympathie agissante », selon le terme des diplomates.



Hier à Gitamara : l'image quotidienne du Rwanda.

Les Belges accusent Paris « Affabulation », répond Juppé

« Si des Français ont été mêlés à cette affaire, ils n'ont pas agi sur ordre du gouvernement. » Ces déclarations, émanant de milieux informés à Paris, éclairent d'un jour assez éloquent le démenti apporté hier par la France aux graves accusations lancées par le quotidien belge « Le Soir ». Selon ce dernier, l'avion dans lequel le président rwandais Juvénal Habyarimana et son homologue burundais Cyprien Ntaryamira ont trouvé la mort le 6 avril dernier aurait été abattu par deux militaires français agissant pour le compte d'extrémistes hutus. A l'appui de ces informations, le quotidien belge cite « un témoignage venant de Kigali qui rejoint sur certains points l'état actuel de l'enquête menée en Belgique par la justice militaire et qui recoupe d'autres informations ». Toujours selon « Le Soir », « l'avion aurait été abattu par deux militaires français du Détachement d'assistance militaire à l'instruction (DAMI), au service d'un

mouvement d'extrémistes hutus, la Coalition pour la défense de la République. « Cette allégation est absurde », a-t-on réagi au ministère français des Affaires étrangères, ajoutant que « d'autres rumeurs » impliquent d'autres pays. Alain Juppé a qualifié d'« affabulation » les informations du quotidien bruxellois. Des informations « totalement erronées », a pour sa part affirmé le ministre de la Coopération Michel Roussin. D'après « Le Soir », « il apparaît presque certain désormais que l'avion a été abattu par un missile portable, vraisemblablement un SAM d'origine soviétique de la série Strela. Des armes pour le maniement desquelles les militaires rwandais n'ont pas été formés, explique le journal belge. Le ministère belge des Affaires étrangères a toutefois indiqué hier qu'il ne disposait d'aucune information ou indication confirmant les accusations du « Soir ».

Les humanitaires ne veulent plus servir de caution

Les organisations humanitaires ne veulent plus être un alibi à la passivité internationale. MSF vient ainsi pour la première fois de lancer un appel pour une intervention militaire immédiate au Rwanda. On est bien loin de la stricte neutralité que s'étaient imposé hier les « french doctors ».

Il n'est plus question d'utiliser l'action humanitaire comme alibi à une non-action politique. Le Dr Philippe Biberon, président de MSF, vient de mettre fin au devoir de réserve que s'étaient implicitement imposé les ONG (Organisations non gouvernementales) en lançant, pour la première fois, un appel à une intervention armée immédiate au Rwanda. Alors que les « humanitaires » ont été contraints d'évacuer le camp de Benaco en Tanzanie où les extrémistes hutus avaient appelé les réfugiés rwandais à la rébellion contre eux, MSF était devenu, comme les autres organisations humanitaires présentes sur

place, de fait, un enjeu de la guerre civile. Le camp est sous le contrôle des Pol Pot locaux, les milices gouvernementales qui avaient appelé au génocide contre les Tutsis et les Hutus modérés. Le Dr Bernard Pecoll, directeur de MSF, de retour de ce camp, nous confiait ainsi hier son réel « problème de conscience » : « Nous avons assisté et même participé à la réhabilitation des bourreaux sur le dos de l'humanitaire international. C'est écœurant. Il n'y a plus, dès lors, pour MSF qu'une seule solution : il faut que les Occidentaux cessent de tergiverser en envoyant une force militaire d'interposition. L'Action internationale contre la faim (AICF) dénonce, elle, la passivité des membres du Conseil de sécurité qui, après deux mois de massacre, ne sont toujours pas en mesure d'apporter une réponse politique efficace, ni même de faire respecter le cessez-le-feu ».

Face à cette situation d'extrême urgence, il n'est plus

question, comme au temps des « French doctors », dans les années soixante-dix, d'observer une stricte neutralité politique. Derrière MSF, ce sont tous les bénévoles qui tentent désespérément de venir en aide aux victimes de la folie humaine, qui s'interrogent sur l'utilisation d'une caution humanitaire par les Etats qui conduit à l'« humanitaire impasse ».

Hier, pris en otage en Bosnie, aujourd'hui manipulés au Rwanda, les « humanitaires » sont conscients d'être incapables d'enrayer les violences et les massacres programmés sans l'appui de la communauté internationale, ou du moins occidentale. Appui qui désormais, selon eux, ne peut prendre que la forme d'une intervention militaire. Bernard Kouchner, qui est arrivé hier à Kigali, accompagné de Jean-Louis Machuron, président de « Pharmaciens sans frontières », ne pourra que constater le désarroi des ONG présentes au Rwanda.

Par ailleurs, dix-huit autres associations dont la Cimade, le Comité catholique contre la faim et pour le développement, Emmaüs International, Frères des hommes, Handicap international, Médecins du monde, Pharmaciens sans frontières et SOS Racisme, organisent ensemble une « semaine de mobilisation pour le Rwanda du 27 juin au 3 juillet ». Le thème de cette campagne sera « Ne laissons pas la faim achever le génocide ». Le président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) estime pour sa part que la France a mené pendant vingt ans « une politique contestable et même détestable au Rwanda » mais il se dit favorable à une intervention militaire : « Il est bien tard, mais mieux vaut tard que jamais. » Il faut cependant « naturellement que l'initiative française soit couverte par le Conseil de sécurité et qu'elle n'agisse que pour des raisons humanitaires. »

■ R. C.